

gouvernements ne détiennent pas toutes les réponses. Il existe des ressources, des compétences et de l'expérience partout au sein de la société et il faut en tirer parti.

La solidarité au sein des sociétés peut être encouragée par des partenaires à l'étranger.

Voilà pourquoi le gouvernement du Canada a créé un organisme indépendant, le Centre international pour le développement de la démocratie et des droits de la personne à Montréal.

C'est aussi pour cette raison que nous insistons tant sur la démocratie et les droits de la personne au sein des organismes régionaux auxquels nous siégeons. En juin dernier, nous avons proposé la création d'un Groupe pour le développement de la démocratie au sein de l'Organisation des États américains (OÉA) afin de fournir des compétences et de l'aide aux pays en voie de démocratisation. La proposition a été acceptée. Par l'intermédiaire du Groupe d'évaluation de haut niveau du Commonwealth, nous tentons d'établir un organe analogue au sein du secrétariat du Commonwealth. Nous explorons de semblables possibilités pour La Francophonie et nous encourageons le Groupe d'experts sur la coopération judiciaire à promouvoir concrètement le respect des droits de la personne et le développement de la démocratie.

Ces organes régionaux, peuvent apporter de l'aide sous une multitude de formes:

- faciliter les échanges d'information et de compétences;
- dresser un répertoire d'experts en systèmes et institutions démocratiques;
- mettre au point des normes et des procédures régionales pour les élections;
- envoyer des missions d'observateurs lors de la tenue d'élections;
- coopérer avec les autres organismes régionaux et multilatéraux;
- et encourager le dialogue sur les principes et les valeurs démocratiques au sein de ces régions.

En Europe, le Canada a pris les devants à la Conférence de la CSCE sur la dimension humaine à Copenhague en proposant de renforcer les engagements et les droits des minorités. Nous discutons actuellement de la création, au sein de la nouvelle structure de la CSCE, d'un bureau chargé de veiller à la tenue d'élections libres et à la présence d'institutions démocratiques. Nous avons également encouragé l'OTAN à mettre en place des programmes - y compris des bourses - qui lui permettront de partager ses expériences démocratiques avec ses anciens adversaires.